



"Si les professeurs ne donnent pas de sujet, ne surveillent pas, ne corrigent pas, il n'y aura rien" : ces enseignants contre le contrôle continu au nouveau bac

A une semaine de la première session du contrôle continu du nouveau baccalauréat, les syndicats d'enseignant se mobilisent. Ils veulent, une nouvelle fois, que cette épreuve soit annulée. La première session des épreuves du contrôle continu du nouveau bac doit se tenir à partir du lundi 20 janvier. Elle va s'étaler sur un mois et demi en fonction des lycées. Et les enseignants sont vent debout : les syndicats réclament son annulation.

Ces épreuves de contrôle continu, les E3C dans le jargon, ne se déroulent pas à la même date, ni avec les mêmes sujets selon les lycées. Dans chaque établissement, les professeurs doivent piocher dans une banque nationale de sujets . Mais dans des lycées parisiens, comme celui de Rémi, professeur d'histoire, le boycott a déjà commencé : " En assemblée générale, on a voté une motion disant que les professeurs concernés par les E3C ne choisiraient pas de sujet. Nous n'avons choisi aucun sujet dans les délais impartis par notre direction ." L'objectif des professeurs est clair : " Les épreuves de contrôle continu ne doivent pas se tenir. Si les professeurs ne donnent pas de sujet, ne surveillent pas, ne corrigent pas, il n'y aura rien.

"Impréparation la plus totale"

Au-delà de l'opposition de certains à la réforme du baccalauréat, les syndicats dénoncent ces derniers jours les problèmes d'organisation pratique des épreuves. " C'est l'impréparation la plus totale, s'exclame Caroline Quiniou, enseignante à Ivry, et syndiquée au Snes. La banque de sujet a été ouverte le lundi 9 décembre, précise-t-elle. Ça veut dire que l'on a fait trois mois complet de cours sans avoir aucune idée des différents types de sujet que l'on allait avoir au mois de janvier.

C'est faux, rétorque le ministère de l'Éducation nationale. Selon Jean-Michel Blanquer, tout est prêt pour la tenue de ces nouvelles épreuves. En cas d'éventuel boycott des professeurs, l'institution saura trouver des solutions, assure Jean-Michel Blanquer, qui avait déjà répondu aux syndicats cet automne : les épreuves sont maintenues, nous sommes prêts, dit-il en substance. Cela ne sert à rien de développer des inquiétudes qui ne sont pas fondées.

LA NEWSLETTER ACTU

Nous la préparons pour vous chaque matin

Commentaires

Connectez-vous à votre compte franceinfo pour participer à la conversation.

Se connecter

0 Commentaire